

Unité interdépartementale Cantal/Allier/Puy de Dôme  
7 rue Léo Lagrange  
63033 CLERMONT-FERRAND Cedex1

Clermont-Ferrand, le 26/07/2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 15/06/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur



#### **LOG INNOV**

Parc d'activités LOGIPARC 03  
03340 MONTBEUGNY

Références : 20220720-RAP-63-0853-LOG-INNOV-Montbeugny-Insp-15juin\_V1

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 15/06/2022 dans l'établissement LOG INNOV implanté Parc d'activités LOGIPARC 03 03340 MONTBEUGNY. L'inspection a été annoncée le 08/06/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite a été effectuée dans le cadre du plan prévisionnel de contrôle ( visite annuelle sur ce site seveso haut)

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- LOG INNOV
- Parc d'activités LOGIPARC 03 03340 MONTBEUGNY
- Code AIOT dans GUN : 0005603283
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- Non IED - MTD

L'entrepôt de matières dangereuses exploité par la société LOG INNOV à Montbeugny a été autorisé en régime seveso seuil haut par arrêté préfectoral n° 2037-2017 du 21 août 2017. Des modifications non substantielles portées à la connaissance de Madame la Préfète ont été autorisées par l'arrêté préfectoral complémentaire n° 3166-2019 du 17 décembre 2019.

Cet entrepôt est constitué par un seul bâtiment comportant 6 cellules de stockage d'une surface individuelle de 3000 m<sup>2</sup> sur un terrain d'une surface d'environ 6,5 hectares situé sur le LOGIPARC03 qui a été autorisé par arrêté préfectoral du 10 mars 2011.

Grâce à des dispositions constructives de haut niveau, cet entrepôt ne génère pas de risques d'effets irréversibles ou létaux au-delà des limites du site et à une hauteur inférieure à 24 mètres.

### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- suites de l'inspection du 27 mars 2021,
- application de l'arrêté préfectoral du 6 avril 2021
- application de l'article 50 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010,
- application de l'arrêté ministériel du 24 septembre 2020 relatif au stockage en récipients mobiles de liquides inflammables
- examen par sondage de quelques dispositions des arrêtés préfectoraux des 21 août 2017 et 17 décembre 2019,
- visite des installations du site.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées
  - les observations éventuelles
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>précédente</u> inspection (1)
Information installations voisines (aérodrome)	AP Complémentaire du 17/12/2019, article 9	/	Lettre de suite préfectorale

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Substances pouvant être libérées en cas d'incendie	AP Complémentaire du 06/04/2021, article 2	/	Sans objet
Etat des stocks	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50	/	Sans objet
Interdiction de stockage en containers fusibles	Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article III.1	/	Sans objet
Mise à la terre des palettiers	Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article III.2	/	Sans objet
Hauteur de stockage liquides inflammables	Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article III.7.III	/	Sans objet
Débit d'eau incendie	AP Complémentaire du 17/12/2019, article 6	/	Sans objet
Maintenance et tests matériels incendie	AP Complémentaire du 17/12/2019, article 6	/	Sans objet
Liste des MMR	AP Complémentaire du 17/12/2019, article 11	/	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir de cette inspection

### 2-3-1 Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les modalités d'exploitation de cet entrepôt récent totalement conforme aux exigences réglementaires actuelles sont apparues de bon niveau.

**Un seul écart a été noté: l'information de l'aérodrome voisin sur les effets en cas d'accident affectant l'entrepôt doit être faite par écrit et non pas seulement par oral.**

### 2-3-2 Ce qu'il faut retenir des autres points examinés

L'examen des suites données à l'inspection du 27 mars 2021 a montré la mise en oeuvre d'actions satisfaisantes pour la prise en compte des remarques et demandes issues de cette inspection.



La visite de la cellule 3A dans laquelle sont stockés notamment les aérosols et petites bouteilles de GPL n'a pas appelé de remarque, notamment en ce qui concerne la mise en place de grilles pour éviter les projectiles en cas d'incendie.

Les installations électriques ont fait l'objet d'une visite de contrôle par la société EIFFAGE. L'alimentation électrique a été coupée ce qui a permis de faire tous les contrôles et tests souhaités par ce prestataire.

L'effectif actuel du site est de 15 à 20 personnes.

La consultation rapide du registre déchets a permis de voir notamment qu'un lot de déchets dangereux ( 1,974 tonne de produits phytosanitaires) a été expédié chez SARP à Limay (78). La consultation des informations mises dans TRACKDECHETS n'a pas appelé de remarque.

#### **2-4) Fiches de constats**

**Nom du point de contrôle :** Substances pouvant être libérées en cas d'incendie

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 06/04/2021, article 2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Rejets en cas d'incendie
<b>Prescription contrôlée :</b> Article 2 - Compléments à apporter au plan d'opération interne (POI) Le plan d'opération interne (POI) de l'établissement comprend une annexe qui précise, notamment : * la liste, établie à partir de l'étude de dangers, des substances susceptibles, si elles sont libérées, de générer des effets toxiques irréversibles dans des zones occupées par des tiers ; * la liste, établie à partir de la méthodologie définie dans l'avis du 09 novembre 2017 susvisé et du retour d'expérience, des substances susceptibles, si elles sont libérées, de générer des incommodités fortes, dont des odeurs, sur de grandes distances (plus de cinq kilomètres) ; + les dispositions spécifiques à mettre en œuvre par l'exploitant lors d'un incident ou accident impliquant ces substances pour limiter autant que possible leurs émissions (produits inhibiteurs, produits absorbants, pompage rapide des rétentions ....) ; * les méthodes de prélèvement et d'analyse disponibles et adaptées pour chacune de ces substances ;   + les modalités opérationnelles de prélèvement et de mesures selon la durée de l'événement ; * les modalités d'activation de la chaîne de prélèvement et d'analyses
<b>Constats :</b> L'exploitant a mis à jour chacune de ses fiches articles pour y intégrer les substances odorantes ou très odorantes. L'examen rapide du tableau donnant les 2 listes de ces substances n'a pas appelé de remarque. L'état des stocks de chaque cellule permet de donner les quantités de substances très odorantes et de substances odorantes et de comparer ces quantités aux seuils respectifs de 200 kg et de 1 tonne au-delà desquels la surveillance des teneurs dans l'environnement est exigée ( seuils fixés dans l'annexe 1 de l'avis du 9 novembre 2017 relatif à la gestion des situations incidentelles ou accidentelles).  LOG'INNOV a beaucoup, échangé avec le SDIS sur les modalités de prélèvements dans l'environnement et d'analyses; en particulier, il prévoit d'acquérir une valise de prélèvement compatible avec les équipements que le SDIS prévoit d'acquérir. En outre, il a bien engagé des échanges avec des prestataires pouvant effectuer de tels prélèvements et analyses. Ainsi, l'exploitant a bien avancé dans la préparation des moyens qu'il devra mettre en œuvre pour satisfaire à ces nouvelles exigences réglementaires. Comme ces moyens sont encore peu disponibles à l'échelle nationale, on peut considérer que l'exploitant a bien œuvré sur ce sujet. LOG INNOV a prévu de tester, lors de son exercice POI programmé en 2023, le support du prestataire qu'il aura choisi. Il devra tenir l'inspection régulièrement informée de son avancement sur ce sujet, y compris les éléments issus de l'exercice POI de 2023.
<b>Observations :</b> {Non Renseigné}
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** Etat des stocks

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50

**Thème(s) :** Risques accidentels, Etat des stocks

**Prescription contrôlée :** "Etat des matières stockées-dispositions spécifiques "

L'état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants :

1. Servir aux besoins de la gestion d'un évènement accidentel ; en particulier cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage.

Pour les matières dangereuses, devront figurer a minima les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées.

Pour les produits, matières ou déchets, autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement.

Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance.

2. Répondre aux besoins d'information de la population ; un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du préfet à cette fin.

L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, d'accident, de pertes d'utilité ou de tout autre évènement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions.

Pour les matières dangereuses, cet état est mis à jour a minima de manière quotidienne.

Un recalage périodique est effectué par un inventaire physique, au moins annuellement, le cas échéant, de manière tournante.

L'état des matières stockées est référencé dans le plan d'opération interne lorsqu'il existe.

Les dispositions « du présent article » sont applicables à compter du 1er janvier 2022.

**Constats :** Suite à la demande de l'inspecteur LOG'INNOV a présenté, dans un délai bref, son état de ses stocks; il comporte notamment la mention des catégories au titre de la réglementation ADR et des rubriques ICPE. Le système informatique permet de réaliser des extractions par cellules, par catégories ADR, par rubrique ICPE, ... .

Afin de garantir le non dépassement des quantités maximales autorisées pour chaque rubrique ICPE, LOG'INNOV a introduit, dans son système informatique, des seuils d'alerte variant de 75 % ( cas du méthanol - rubrique 4722) à 90%.

Ainsi la situation du site en regard des exigences de cet article 50 apparaît conforme.

Toutefois, afin de permettre une réalisation plus rapide des extractions, LOG'INNOV prévoit de préciser, dans son POI, les modalités de constitution du tableau et éventuellement d'automatiser l'élaboration de ce tableau. Il informera l'inspection de la réalisation de cette action et des résultats ainsi obtenus.

**Observations :** {Non Renseigné}

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Sans objet



**Nom du point de contrôle :** Interdiction de stockage en containers fusibles

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article III.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, maîtrise risques incendie
<b>Prescription contrôlée :</b> Article III.1 - Interdiction de stockages en contenants fusibles I. - Le stockage de liquides inflammables de catégorie 1 (mention de danger H224) est interdit en contenants fusibles de type récipients mobiles de volume unitaire supérieur à 30 L. Cette disposition est applicable à compter du 1er janvier 2023. II. - Le stockage de liquides inflammables non miscibles à l'eau de catégorie 2 (mention de danger H225) est interdit en contenants fusibles de type récipients mobiles de volume unitaire supérieur à 30L en stockage couvert fermé ainsi qu'en stockage couvert ouvert mettant en œuvre les dispositions définies au point B. de l'article I.4. Le stockage de liquides inflammables miscibles à l'eau de catégorie 2 (mention de danger H225) est interdit en contenants fusibles de type récipients mobiles de volume unitaire supérieur à 230L en stockage couvert fermé ainsi qu'en stockage couvert ouvert mettant en œuvre les dispositions définies au point B de l'article I.4. Cette disposition est applicable à compter du 1er janvier 2026. Les dispositions des points I et II ne sont pas applicables si le stockage est muni de moyens de protection contre l'incendie adaptés et dont le dimensionnement satisfait à des tests de qualification selon un protocole reconnu par le ministère chargé des installations classées. Les dispositions des points I et II ne s'appliquent pas au stockage d'un récipient mobile ou d'un groupe de récipients mobiles d'un volume total ne dépassant pas 2 m3 dans une armoire de stockage dédiée, sous réserve que cette armoire soit REI 120, qu'elle soit pourvue d'une rétention dont le volume est au moins égal à la capacité totale des récipients, et qu'elle soit équipée d'une détection de fuite.
<b>Constats :</b> Bien que les exigences de cet article III.1 ne soient pas encore applicables, il est apparu utile d'examiner la situation actuelle du site en regard de ces exigences. Les liquides inflammables de catégorie 1 ( code de mention de danger H224 - 125 tonnes en stock) et de catégorie 2 ( code de mention de danger H225 - 28 tonnes en stock) sont tous dans des fûts métalliques donc satisfaisants aux exigences de l'article III.1.  Cela étant, certains fûts d'huile désasphaltée présentent une corrosion nette. Bien que cette corrosion apparaisse seulement superficielle, il convient de garantir, par un contrôle effectué par une personne compétente et de façon formalisée de chaque fût , avant sa mise en stock, de l'acceptabilité de son état. LOG'INNOV fera connaître à l'inspection les dispositions qui seront prises; cela pourra éventuellement se faire chez son client avant l'expédition à Montbeugny.
<b>Observations :</b> {Non Renseigné}
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Mise à la terre des palettiers**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article III.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, maîtrise risques incendie
<b>Prescription contrôlée :</b> Mise à la terre A l'exception des palettiers couverts d'une peinture époxy ou tout autre dispositif équivalent, les équipements métalliques fixes sont reliés par un réseau de liaisons équipotentielles qui est mis à la terre conformément aux règlements et aux normes applicables.
<b>Constats :</b> Tous les palettiers du site sont peints avec une peinture époxy. Cela étant, LOG'INNOV a prévu de relier, avant fin juin 2022, tous les palettiers des cellules liquides inflammables, à la terre afin de maîtriser le risque ATEX (ATmosphère EXplosible). LOG'INNOV informera l'inspection de la réalisation de cette action.
<b>Observations :</b> {Non Renseigné}
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Hauteur de stockage liquides inflammables**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article III.7.III
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, maîtrise risque incendie
<b>Prescription contrôlée :</b> Article III.7 - Conditions de stockage La hauteur de stockage en rayonnage ou en palettier, pour les liquides inflammables en récipients mobiles est compatible avec le dimensionnement du système d'extinction automatique d'incendie prévu à l'article VI-5 du présent arrêté et : - limitée à 7,60 mètres pour les récipients mobiles de volume strictement supérieur à 30L et inférieur à 230 L ;
<b>Constats :</b> Le respect de la hauteur maximale de 7,60 mètres est garanti par l'interdiction, de stocker, sur le dernier niveau des palettiers, des récipients mobiles contenant des liquides inflammables en volume strictement supérieur à 30L et inférieur à 230 L. Le contrôle par sondage lors de la visite in situ n'a pas révélé d'écart.
<b>Observations :</b> {Non Renseigné}
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Débit d'eau incendie**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 17/12/2019, article 6
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Maîtrise risque incendie
<b>Prescription contrôlée :</b> Le débit et la quantité d'eau d'extinction et de refroidissement nécessaires sont calculés conformément au document technique D9 (guide pratique pour le dimensionnement des besoins en eau de l'Institut national d'études de la sécurité civile, la Fédération française des sociétés d'assurances et le Centre national de prévention et de protection, édition août 2004).
<b>Constats :</b> Le débit et la quantité d'eau d'extinction et de refroidissement nécessaires ont bien été calculés selon la règle D9 d'août 2004. Cela étant, comme cette règle a évolué en 2020, la vérification de la situation en regard de la nouvelle version de cette règle apparaît utile.
<b>Observations :</b> {Non Renseigné}
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet



**Nom du point de contrôle : maintenance et tests matériels incendie**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 17/12/2019, article 6
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Maîtrise risque incendie
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur et de l'adéquation des produits consommables tels que les émulseurs.
<b>Constats :</b> La consultation, par sondage, de la GMAO a permis de voir notamment: - 1 essai des motopompes incendie une fois par semaine depuis début 2021, - essai semestriel du 25 avril 2021 (résultat: aucune réserve) - essai annuel du 17 novembre 2021 (résultat: aucune réserve). La consultation in situ des comptes-rendus des essais périodiques des motopompes incendie sur le registre dédié à cela a montré une situation satisfaisante. La visite des motopompes a révélé un état apparent correct. L'examen de 2 siphons anti-propagateurs de flamme dans le circuit d'amenée des éventuels épandages de liquides inflammables dans une cellule de stockage vers la cuve de récupération a montré une présence d'eau normale. Ainsi, les contrôles par sondage des tests et maintenances des équipements de lutte contre l'incendie n'a pas révélé d'anomalie.
<b>Observations :</b> {Non Renseigné}
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Information installations voisines (aérodrome)**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 17/12/2019, article 9
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Gestion des accidents
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant tient le gestionnaire de l'aérodrome voisin informé des risques d'accident majeurs identifiés dans l'étude de dangers, notamment des effets toxiques en hauteur et du risque de réduction de la visibilité en cas d'incendie, Il transmet copie de cette information au Préfet et à l'inspection des installations classées.
<b>Constats :</b> LOG'INNOV a transmis oralement, au gestionnaire de l'aérodrome, une information sur les effets potentiels d'un accident sur son site. Il a intégré, dans son POI, le numéro de contact de l'aérodrome. LOG'INNOV doit transmettre cette information sous forme écrite au gestionnaire de l'aérodrome et en envoyer copie à l'inspection et à la Préfecture.
<b>Observations :</b> {Non Renseigné}
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale

**Nom du point de contrôle : Liste des MMR**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 17/12/2019, article 11
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Maîtrise des procédés d'exploitaton
<b>Prescription contrôlée :</b>  Article 11— Liste des éléments nécessaires pour la sécurité et des activités critiques  L'exploitant prend des dispositions nécessaires pour garantir le maintien du niveau de risque déterminé dans l'étude de dangers et ses éventuels compléments en vigueur. La liste des mesures de maîtrise des risques (MMR) identifiées dans l'étude des dangers contenue dans le dossier de demande d'autorisation d'exploiter établi avec le concours de la société SOCOTEC sous le n° GAK2892 en version 2.2 de janvier 2016, est complétée de la façon suivante : - ... - respect des conditions de stockage prises en compte dans l'étude de dangers, notamment celles figurant dans les fiches de calcul des effets thermiques selon la méthode FLUMILOG, - stockage, dans la (les) cellule(s) de Stockage des liquides inflammables, en retrait de 1,60mètre de la paroi Nord pour le cas du stockage dans une ou plusieurs cellules côté Nord de l'entrepôt, - stockage dans des sous-cellules de 500 m2 ayant des parois de type REI 120 (sans exigence de dépassement en toiture) des fluides frigorigènes fluorés et des produits de traitement d'eau de piscine avec possibilité d'autres stockages limitée à des produits de faible pouvoir calorifique (similaire à celui des fluides frigorigènes fluorés non étiquetés H220 ou H221), - stockage des produits de traitement d'eau de piscine devant être effectué dans une sous-cellule en partie arrière de la cellule centrale côté Sud, - interdiction de stationnement, autres que les arrêts de durée inférieure à une heure, des engins de manutention dans les cellules, y compris dans les zones de préparation des commandes.  <b>Constats :</b> Le positionnement des racks de stockage avait été défini par LOG'INNOV avant l'achat du site et communiqué à EIFFAGE pour sa prise en compte dans son dossier de porter, à la connaissance du Préfet, de la modification. Ainsi, les racks sont bien positionnés selon les hypothèses des calculs FLUMILOG. La visite de la cellule 1B de stockage des liquides inflammables n'a pas amené à constater un écart sur le retrait de 1,60 mètre de la paroi Nord. A la date de l'inspection, le site n'a pas stocké de fluides frigorigènes ou de produits de traitement d'eau de piscine. L'interdiction de stationnement, autres que les arrêts de durée inférieure à une heure, des engins de manutention dans les cellules, y compris dans les zones de préparation des commandes ne fait pas l'objet d'une consigne écrite mais cette exigence est bien exposée lors de la formation initiale ( elle est notamment incluse dans le support de formation) et elle fait l'objet d'une question dans le QCM à renseigner en fin de formation. Ainsi les points examinés, lors de cette inspection, sur les MMR n'ont pas appelé de remarque de l'inspecteur.
<b>Observations :</b> {Non Renseigné}
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet